

Table des matières

1 Identification de l'exploitation	3
2 Objet du dossier :	3
2.1 Le Projet.....	3
2.2 Motivation	3
2.3 Situation géographique	4
2.4 Contexte réglementaire	5
2.5 Caractéristiques du projet.....	5
2.6 Approche économique	6
2.7 Urbanisme	7
3 Contexte environnemental	9
3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.	9
3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation	10
3.2 Situation géologique et morphologique	11
3.3 Les secteurs d'intérêts écologique.....	11
3.3.1 Les ZNIEFF	11
3.3.2 Natura 2000.....	12
3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire	13
3.4 Les zones humide	14
3.5 Environnement proche.....	14
3.5.1 Habitation.....	14
3.5.2 Périmètre eau potable :.....	15
3.6 Servitudes.....	15
3.7 Zones de présomption archéologique.....	15
4 Le SDAGE et le SAGE.....	15
4.1 Le SAGE DU LAY	17
4.1.3 Arrêté Ministériel du 9 juin 2021	17
5. Conclusion	17

1 Identification de l'exploitation

Romain Grassineau
La Frogerie
85430 Aubigny les Clouzeaux

SAU : 227 ha
UTH : 1 + 1 salarié

L'exploitation compte aujourd'hui une SAU de 227 ha principalement centrés sur la production de céréales et semences.

En termes de production végétale l'exploitation compte du maïs semence, du maïs grain, colza semence, blé, blé semence, Tournesol, Tournesol semence, féverole et soja.

2 Objet du dossier :

2.1 Le Projet

Le projet consiste créer une réserve d'eau d'un volume de 45 000 m³ d'eau. Le remplissage s'effectuera sur la période hivernale (1^{er} novembre au 31 Mars). Le remplissage de la retenue s'effectuera par un prélèvement dans un cours d'eau à proximité. Le bassin versant de celui-ci permettra largement le remplissage de l'ouvrage.

Le projet se situe au lieu-dit le Précou sur la commune d'Aubigny les Clouzeaux

2.2 Motivation

Le volume total à mobiliser est estimé à partir du besoin moyen enregistré pour des cultures irriguées dans le département et de la surface exploitée, soit pour le projet, un volume avoisinant 45 000 m³.

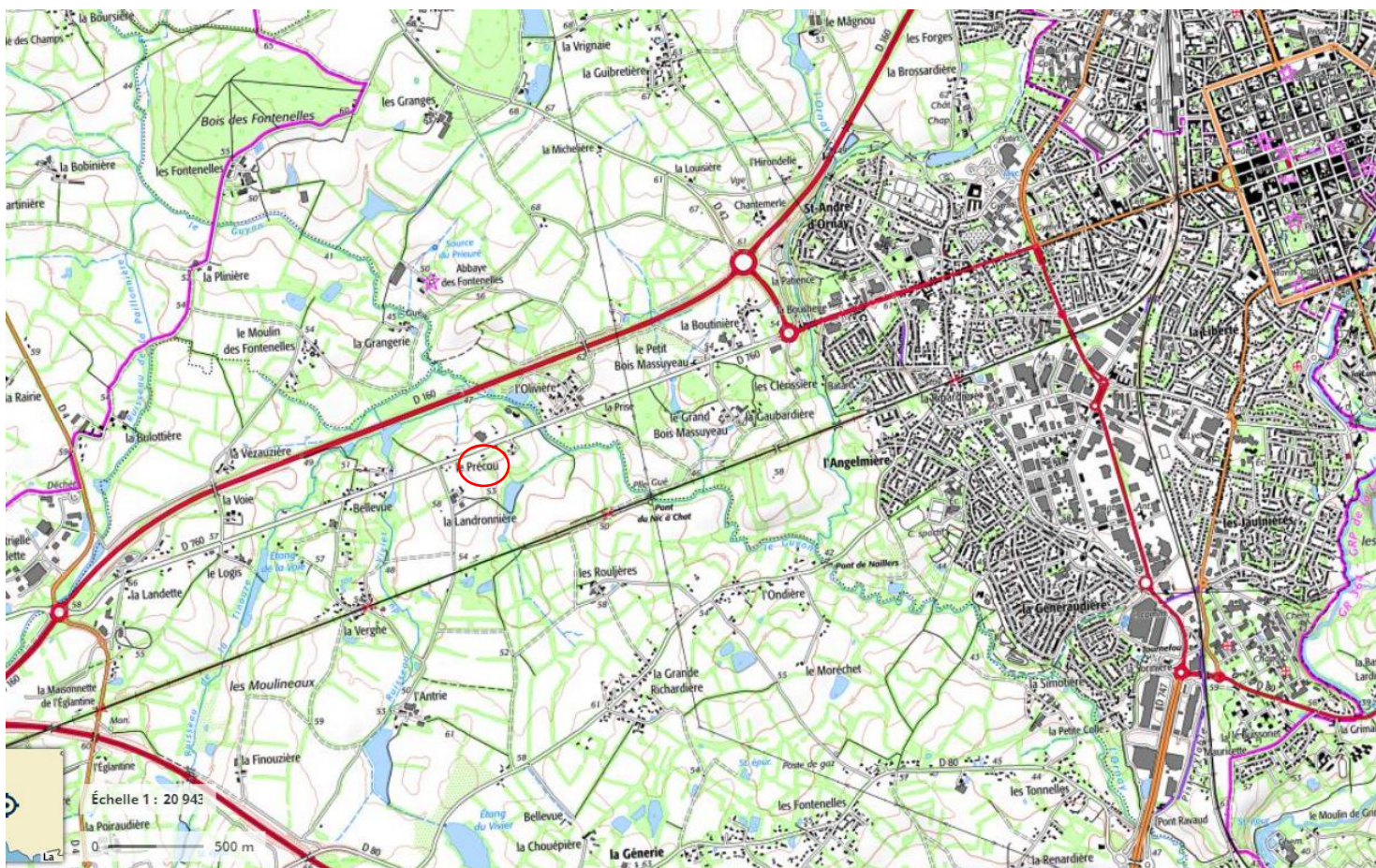
L'exploitation est aujourd'hui déjà irriguant sur 100 ha à partir d'une retenue voisine. L'accès à l'eau est aujourd'hui primordial pour l'exploitation qui produit beaucoup de semence. L'installation d'un jeune sur l'exploitation motive également le projet. L'accès à l'eau sur un nouvel îlot parcellaire permettra à la structure d'envisagée la production de nouvelle culture. 30 ha de production de semence seront irrigués chaque année.

La production de semence reste très particulière, sans accès à l'eau il est impossible de contractualiser sur ce type de production. La valeur ajoutée de la production de semence n'est pas négligeable pour une structure agricole. De plus la création d'un stockage hivernale est suivie de l'installation d'un jeune.

L'intérêt du projet consiste à stocker l'excédent d'eau hivernale sur le bassin versant, pour effectuer un apport en eau durant la période d'étiage. L'emplacement du projet a été orienté par sa proximité avec le parcellaire irrigable, de la maîtrise du foncier, des capacités de remplissage ainsi si que des caractéristiques géomorphologiques nécessaires à ce type d'ouvrage

2.3 Situation géographique

Le projet se situe sur la commune d'Aubigny Les Clouzeaux au lieu-dit le Précou.



2.4 Contexte réglementaire

SDAGE Loire Bretagne Sage du Lay	Le projet se situe dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion du Lay dans le périmètre du SDAGE Loire Bretagne.
3.3.1.0. Assèchement « mise en eau », imperméabilisation, remblais de zone humide ou de marais	Non Concerné. Le projet présenté ne se sur superpose pas à une zone humide.
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	La surface du projet représente un miroir d'eau inférieur à 3 ha. Procédure soumise à déclaration
1.2.1.0. Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe	Un complément de remplissage pourra être effectué par un pompage en cours d'eau
Rubrique 3.1.2.0. : IOTA conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0	La mise en place d'un piège à eau impactera un linéaire de cours inférieur à 100m. Déclaration

Au regard des points ci-dessus, le dossier devrait être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement.

D'après le code de l'urbanisme, le projet sera soumis à déclaration préalable de travaux.

2.5 Caractéristiques du projet

La futur retenue les parcelles : 0069 section ZX

L'emprise sera en propriété du pétitionnaire.

L'emplacement du projet est raisonné en fonction de son positionnement vis-à-vis du parcellaire agricole de l'exploitation, de ses caractéristiques topologiques ainsi que la disponibilité des matériaux, le tout en cohérence avec le Schéma de cohérence territoriale en tenant compte de l'ensemble des aspects environnementaux.

Projet :



2.6 Approche économique

L'étude économique n'est qu'une approche, n'ayant pas d'autre objectif que celui d'indiquer un ordre de grandeur des coûts d'investissement et le coût de fonctionnement. Lorsque les entreprises et ERDF auront fini les devis réels, la valeur finale sera plus précise.

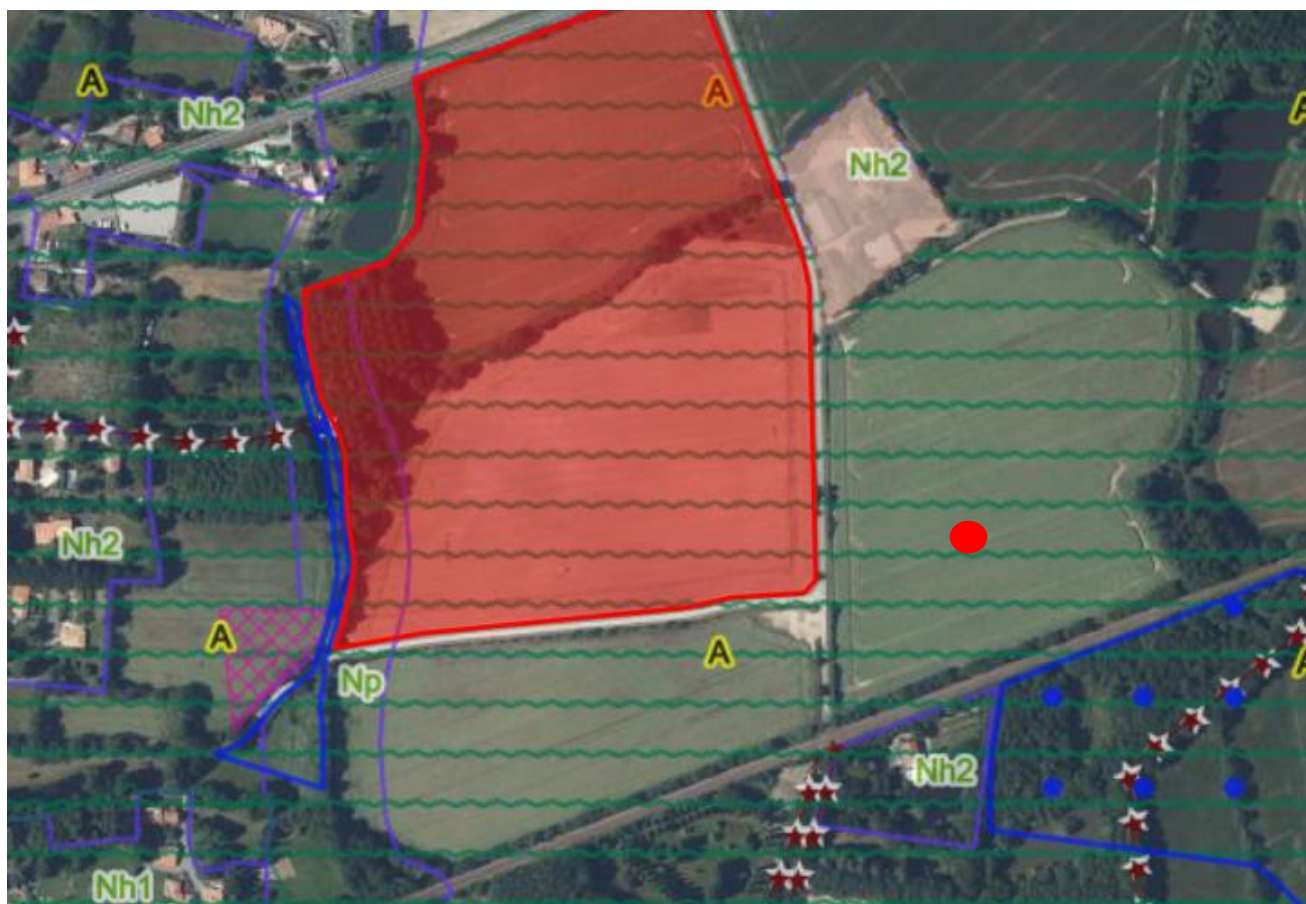
D'autre part le projet génère des charges de structure. La charge sera existante même les années plus humides ou l'irrigation ne sera pas ou peu nécessaire. Seul le poste électricité sera en charge opérationnelle.

Le but du projet est d'assurer la production de semence présente sur l'exploitation qui aujourd'hui qui est aujourd'hui revalorisé par une contractualisation et par une meilleure valeur ajoutée. La hausse des rendements de culture céréalière permettra d'augmenter la marge brute de la structure.

2.7 Urbanisme

Une déclaration préalable ou un permis d'aménager sera à réaliser au titre du Code de l'urbanisme. Les études techniques permettront de déterminer précisément la superficie du projet en fonction du volume visé et donc de la procédure à appliquer. S'il s'avère que la surface sera inférieure à 2 ha, une déclaration préalable sera déposée. Si la surface sera définie à plus de 2 ha, un permis d'aménager sera déposé.

Le site se situe en zone A autorisant ce type de projet.



Extrait du règlement :

2) De plus, dans la zone A uniquement :

1. Les constructions, installations liées et nécessaires aux exploitations agricoles, telles que bâtiments d'exploitation, bâtiments d'élevage, constructions à usage de stockage, de transformation dans le cadre d'une exploitation agricole, vente de produits fermiers, agrotourisme,..., l'activité de production agricole restant la principale sous réserve de s'intégrer dans leur environnement. L'activité d'accueil touristique est autorisée uniquement dans le cadre des bâtiments existants.
2. Les nouvelles installations agricoles génératrices de nuisances sont autorisées à condition qu'elles soient implantées conformément aux exigences de la réglementation (législation sur les installations classées et Règlement Sanitaire Départemental), à plus de 100 m de toute limite de secteurs Ua, Ub et AUh et sous réserve d'une bonne intégration dans l'environnement. Cette règle ne s'applique pas dans le cas de la mise aux normes de bâtiments existants ne respectant pas ces règles.
3. Les constructions à usage d'habitation liées et nécessaires aux exploitations agricoles, sous réserve que ces constructions respectent les dispositions suivantes :
 - Qu'elles soient implantées à une distance avec les bâtiments d'activités n'excédant pas 100 m : une adaptation limitée de cette distance pourra être tolérée en cas d'impossibilité physique ou technique justifiée pour implanter le logement)

ication n°4 du P.L.U. de la commune déléguée des Clouzeaux
3 - REGLEMENT – Dossier d'approbation - Octobre 2018

99

5. Les affouillements et exhaussements du sol s'ils sont liés à des activités agricoles, ou s'ils sont d'intérêt collectif.

ARTICLE Np. 2 OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

1. Les installations et équipements techniques nécessaires au fonctionnement et à la distribution des services publics ou des établissements d'intérêt collectif (assainissement, eau potable, électricité, transformateur, équipements techniques d'infra et superstructures ...) sous réserve d'une bonne intégration dans leur environnement
2. Les affouillements et exhaussements du sol s'ils sont liés à des activités agricoles, ou s'ils sont d'intérêt collectif.
3. Les installations pour les énergies nouvelles (éoliennes panneaux solaires et cellules photovoltaïques – Géo thermie – Aérothermie ...) sous réserve d'une parfaite intégration dans l'environnement naturel, et de ne compromettre en aucun cas les activités agricoles et forestières. Ces installations pour les énergies nouvelles ne pourront être destinées qu'au fonctionnement des rares aménagements autorisés
4. Les aménagements légers de loisirs tels que : sentiers piétons, parcours santé, chemins de découverte,... ;
5. Les travaux et aménagements liés et nécessaires à la gestion et à l'entretien des milieux naturels notamment des réseaux hydrographiques.

Rappel : Dans les zones humides identifiées au plan de zonage par une trame spécifique, il sera fait application des occupations et utilisation du sol admises sous condition par les dispositions générales du présent règlement.

3 Contexte environnemental

3.1 Contexte et calcul de la ressource en eau.

La commune d'Aubigny Les Clouzeaux est située dans le bassin versant du Lay, pour le projet présenté.

L'alimentation par interception des eaux de surface devra respecter les dispositions concernées dans le chapitre 7 du SDAGE Loire Bretagne.

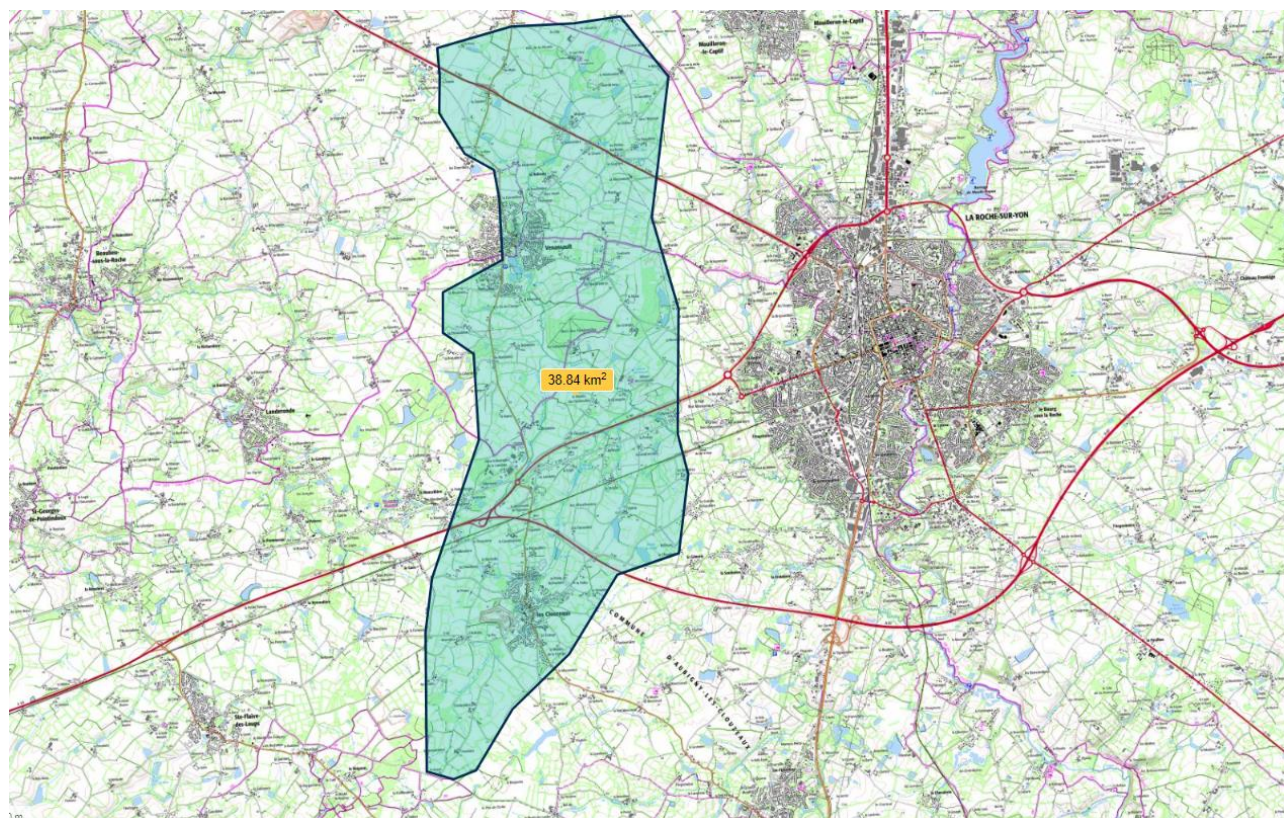
Source station météo France à la Roche sur Yon :

	janv	fev	Mars	avr	Mai	Juin	juil	Août	Sept	oct	nov	dec	Total
Cumul moyen Précipitation	96.8	70.9	65	70.7	58.2	42.6	52.1	44.5	70.6	104.1	108.6	97.5	880.7

Le remplissage de la retenue sera issu d'un prélèvement en cours d'eau

Le remplissage se fera en période hivernale (1^{er} novembre-31 mars)

Bassin versant au point de pompage :



3.1.1 Modalité de remplissage de la réserve et de l'utilisation

Pluviométrie hivernale 438.8 mm

Superficie du bassin versant : 39 km²

Le bassin versant composé de terre drainée et non drainées mais également des zones urbanisées.

Impluvium : 1.5 ha*1*908.4=13 62 m³

Evaporation (10%) =5 000 m³

Volume disponible au point de pompage :

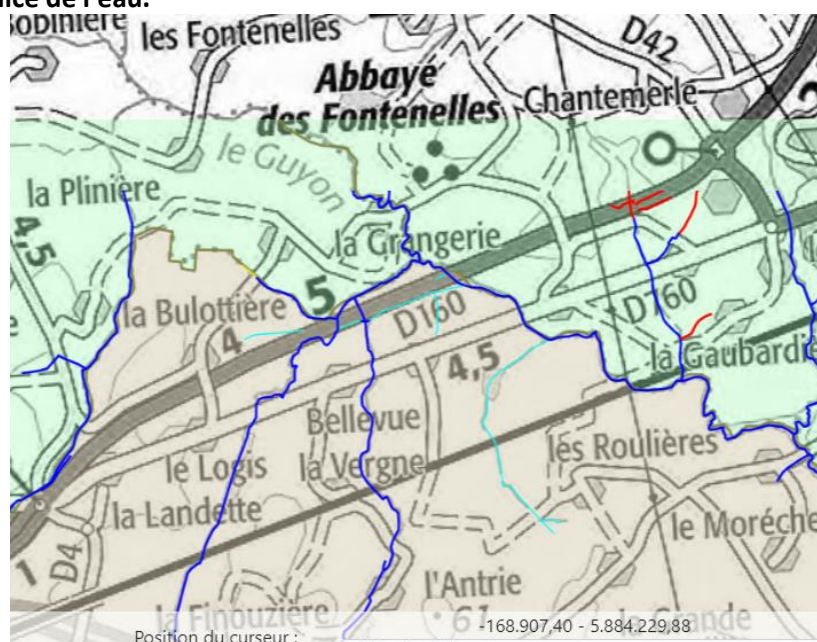
	L'Yon à Nesmy	Point de pompage
Superficie bassin versant	296 km ²	39 km ²
Module médian hivernale (m ³ /s)	5.4 m ³ /s	0.71 m ³ /s
Sur la période de remplissage (30 j)	14 050 000 m ³	1 800 000 m ³
Prélèvement de 55 000 m ³		0.020 m ³ /s
Impact du prélèvement		0.3%

Période de prélèvement et déconnexion :

Afin de répondre à la réglementation loi sur l'eau et aux dispositions du SDAGE et du SAGE, le pétitionnaire procédera au remplissage de la retenue sur la période dite hivernale, du 1er novembre au 31 Mars. En dehors de cette période, les eaux de ruissellement seront déviées vers un fossé de contournement permettant la déconnexion de la retenue et le milieu. Le pompage sera stoppé une fois la période de remplissage terminée.

L'ouvrage sera équipé d'échelle limnimétrique et de compteur afin de s'assurer du volume stocké durant le remplissage de l'étang.

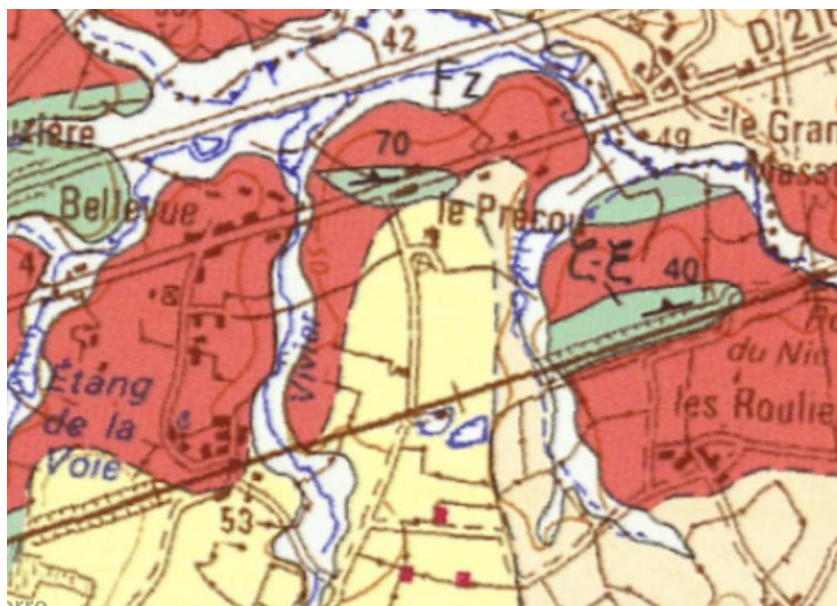
Cours d'eau police de l'eau.



Au regard des cartes police de l'eau, le prélèvement s'effectuera bien sur un cours d'eau.

3.2 Situation géologique et morphologique

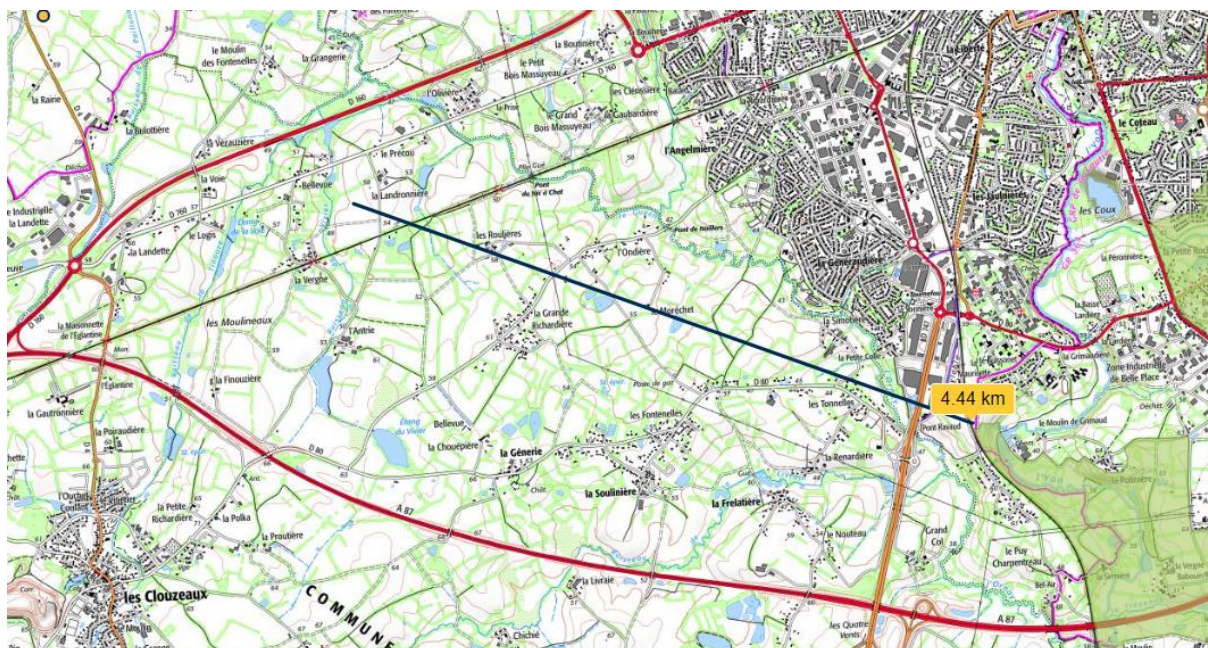
Une étude technique sera faite afin de cibler les quantités de matériaux ainsi que leur qualité, le gonflement/retrait et porosité, nécessaire à la réalisation du futur ouvrage.



Numéro carte	Nom de la carte	Notation	Description
561	LE POIRE-SUR-VIE	pGS	Formations cénozoïques - Formations superficelles : Grave sableuse,

3.3 Les secteurs d'intérêts écologique

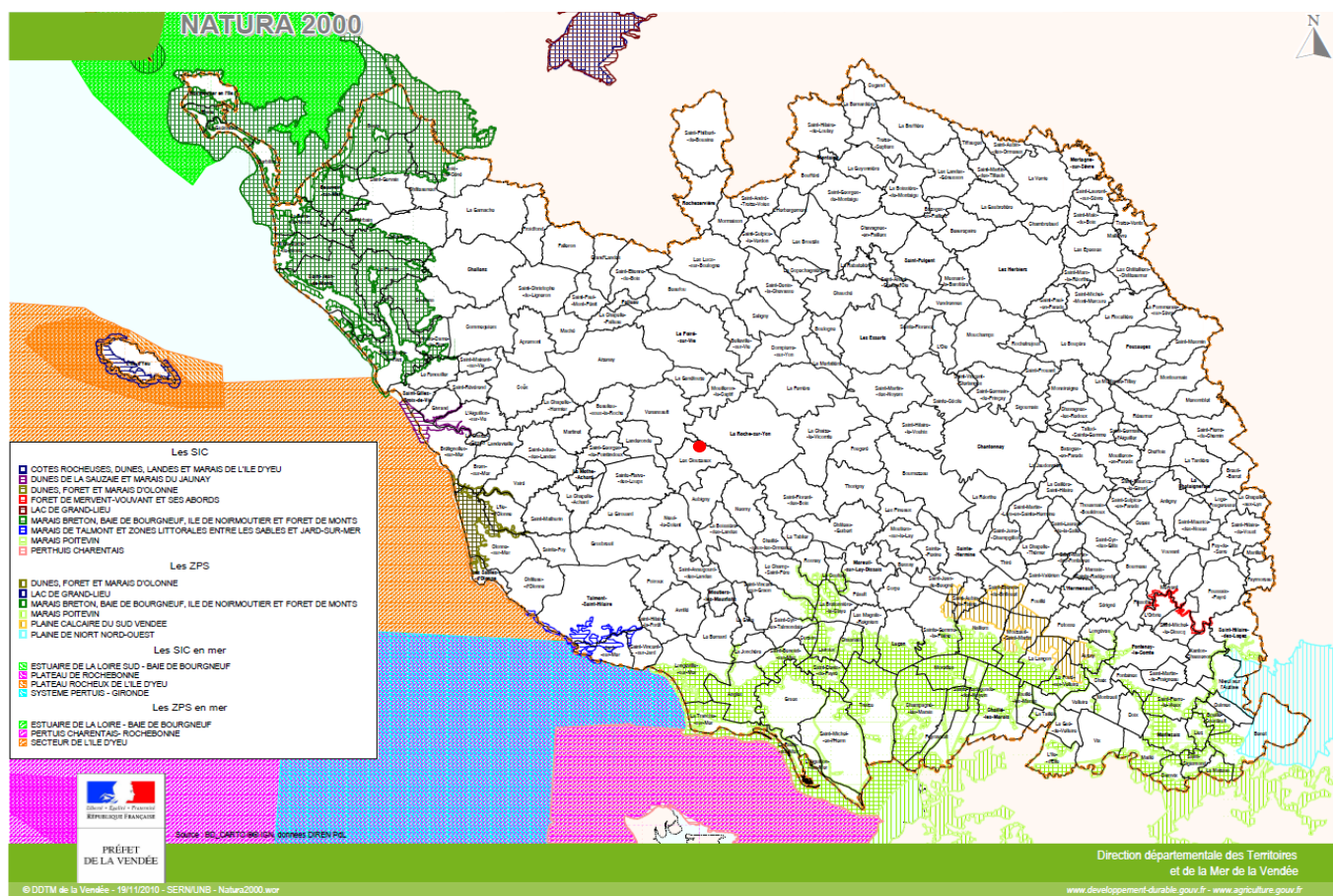
3.3.1 Les ZNIEFF



La ZNIEFF la plus proche se situe à plus de 4.2 km m du futur projet. Celle-ci ne sera donc pas impactée. ZNIEFF DE TYPE 2 Identifiant : **520005759**

Nom : **ZONE DE BOIS ET BOCAGE A L'EST DE LA ROCHE-SUR-YON**

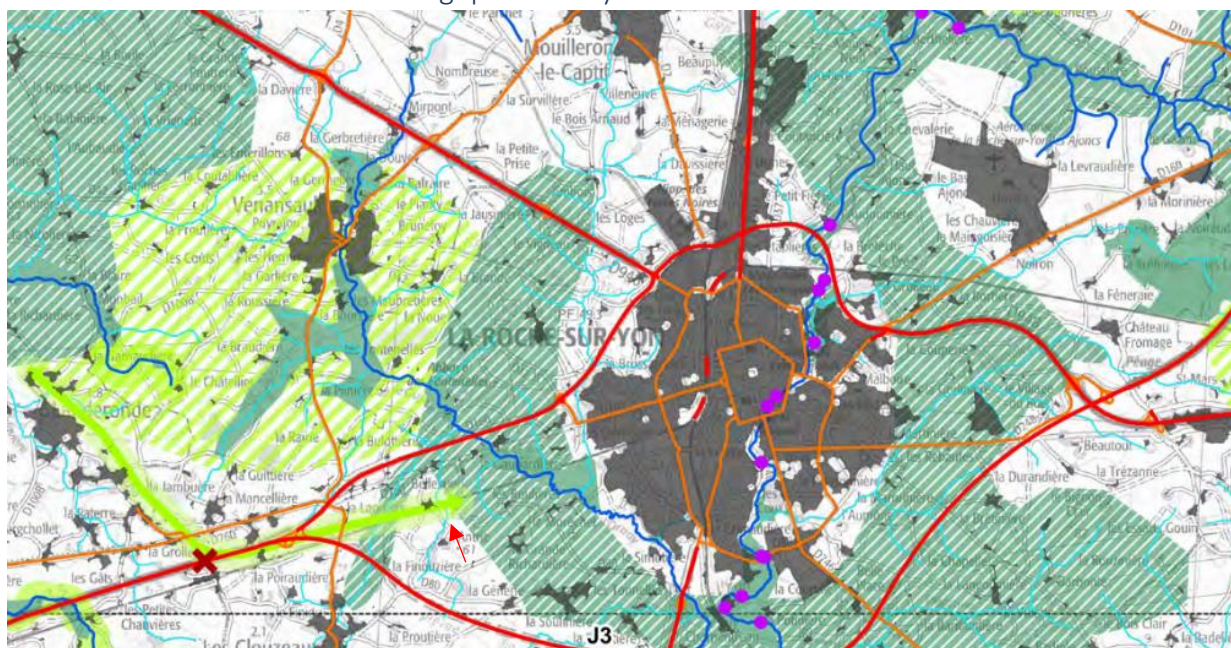
3.3.2 Natura 2000



Le projet se situe à plus de 15 km de la zone Natura 2000 la plus proche.

Identifiant : FR5200659 Nom : Marais Poitevin

3.3.3 Schéma de cohérence écologique des Pays de la Loire



Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau.

Certains réservoirs de biodiversité peuvent faire partie de la Trame verte et bleu sans savoir de vocation à être reliés entre eux lorsqu'il aura été démontré la pertinence de l'isolement naturel de ces espaces pour la conservation de la biodiversité compte tenu du fonctionnement des écosystèmes, pour limiter la dispersion d'espèces, notamment d'espèces exotiques envahissantes ou pour limiter la propagation de maladies animales et végétales.

Les corridors écologiques peuvent prendre plusieurs formes et n'impliquent pas nécessairement une continuité physique ou des espèces contigus

On distingue ainsi trois types de corridors écologiques :

Les corridors linéaires (haies, chemins et bords de chemins, ripisylves, bandes enherbées le long des cours d'eau...)

Les corridors discontinus (ponctuation d'espaces-relais ou d'îlots-refuges, mares permanentes ou temporaires, bosquets...)

Les corridors paysagers (mosaïque de structures paysagères variées).

Le projet ne s'inscrit pas dans aucun corridor écologique.

La création ne fera pas obstacle à la continuité des corridors et cours d'eau à proximité.

L'ouvrage ne sera pas considéré comme élément de fragmentation, au vu de ses caractéristiques, sur l'ensemble des corridors.

Les parcelles projets se situent dans un corridor de territoire, le projet nécessitera donc l'implantation de haie afin de favoriser et de maintenir le paysage de bocage du secteur.

3.4 Les zones humide

Selon la carte zone humide du SAGE du Lay aucune zone humide n'est répertorié dans le périmètre du projet.

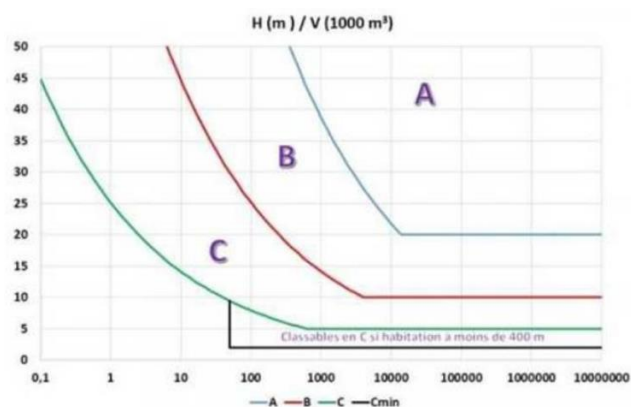
Il n'y a pas de zone humide sur la parcelle projet.



3.5 Environnement proche

3.5.1 Habitation

Le projet de retenue ne sera pas soumis aux classes de barrage. **Le volume hors sol de la retenue sera inférieur à 50 000 m³.**



Les barrages de classe C ont une hauteur d'au moins 5 mètres et retiennent, quand ils sont pleins, un volume d'eau suffisant pour que $K > 20$. Relèvent également de la même classe les barrages des hauteurs supérieur à 2m, qui retiennent aussi plus de 0.05 millions de m³ et pour lequel il existe au moins une habitation à moins de 400 m à l'aval du barrage.

Toutefois, par sécurité, une surveillance approfondie sera faite annuellement. Une surveillance accrue sera faite lors du premier remplissage. Les consignes ainsi que les fiches « COMPTE RENDU DE VISITE DE SURVEILLANCE » seront préparées et jointes au dossier d'incidence.

Celles-ci seront complétées chaque année et disponibles au siège de l'exploitation.

La retenue sera équipée d'organes de sécurité, type surverse répondant à la réglementation en vigueur et d'une vidange de son volume hors sol.

3.5.2 Périmètre eau potable :

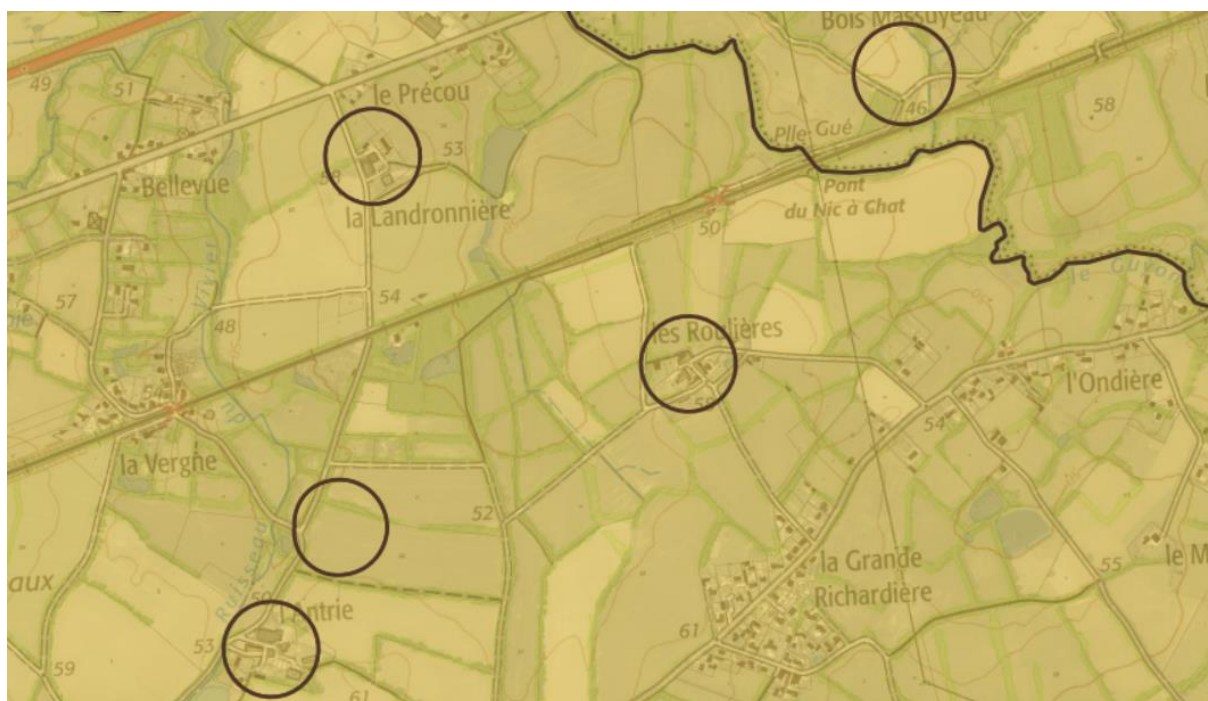
Le projet ne se superpose pas au périmètre pas au périmètre d'AEP le plus proche, le barrage de Moulin Papon. Le barrage se situe à plus de 7 km du projet.

3.6 Servitudes

Une démarche DICT devra être effectuée avant les travaux par l'entreprise en charge.

Aucun réseau n'est présent à proximité du projet

3.7 Zones de présomption archéologique.



Le projet se superpose à une zone de présomption archéologique. Dans tout les cas la DRAC sera consulté au titre de l'archéologie préventive.

4 Le SDAGE et le SAGE

Le projet sera compatible aux dispositions du SDAGE Loire Bretagne.

Enfin, le projet tiendra compte également du SAGE en place sur ce secteur, le SAGE du Lay.

Le comité de bassin a adopté le 7 décembre 2021 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour les années 2022 à 2027 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Le programme de mesures identifie les actions nécessaires à mettre en œuvre sur six ans pour satisfaire aux objectifs environnementaux définis par le SDAGE, à savoir l'atteinte du bon état des eaux et la satisfaction des objectifs associés aux zones protégées concernant la baignade et la conchyliculture.

C'est un document élaboré et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, qui associe le comité de bassin et recueille son avis.

Le SDAGE Loire Bretagne définit 15 actions clés visant à la réalisation de ses objectifs environnementaux :

1. Repenser les aménagements de cours d'eau
2. réduire la pollution par les nitrates
3. réduire la pollution organique
4. maîtriser les pollutions par les pesticides
5. maîtriser les pollutions aux substances dangereuses
6. protéger la santé en protégeant l'environnement
7. maîtriser les prélèvements
8. préserver les zones humides et la biodiversité
9. rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
10. préserver le littoral
11. préserver les têtes de bassin versant
12. crues et inondations
13. renforcer la cohérence des territoires
14. mettre en œuvre des outils réglementaires et financiers
15. informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Par ses caractéristiques et comme le mentionne le contenu de ce dossier, le projet semble à première vue compatible avec l'ensemble des orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE LOIRE BRETAGNE, notamment sur les orientations :

Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines 1B

Repenser les aménagements de cours d'eau 1C 1C-1 = débit minimum dans cours d'eau

Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1D

Limiter et encadrer la création de plan d'eau 1E 1E-1 à 1E-3 = économie, volume disponible en ZRE voir 7A-2, déconnexion du réseau hydrographique et période de remplissage

Protéger la santé en protégeant la ressource en eau 6D, 6E 6E1 à 6E3 = pollution des eaux, eau potable, gestion des masses d'eau, captage.

Maîtriser les prélèvements d'eau 7A 1,2,6, 7B 1,2,3,4,5, 7C 1,2,3,4 7D 2,4,5,6,7 7E 1 à 4 = débit moyen mensuel, ajustement des volumes (HMUC), autorisation de prélèvement, soutien à l'étiage,

rivière réalimentée, gestion du prélèvement, marais poitevin, stockage hivernal, période de prélèvement, interception d'écoulement, restriction prélèvement.

La zone humide 8 A 3 8 B1 = meilleure option environnementale éviter réduire compenser

Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9A

Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9B

4.1 Le SAGE DU LAY

Règlement du SAGE du Lay :

Article 1 : Répartition des volumes globaux par usage

Article 2 : Consommation départementale, interconnexion et bassin du LAY

REGLES PARTICULIERES POUR ASSURER LA RESTAURATION ET LA PRESERVATION DE LA QUALITE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3 : Améliorer le traitement du phosphore et de l'azote dans les stations d'épuration

Article 4 : Diminuer les apports phosphorés sur les bassins versants l'alimentation en eau potable

Article 5 : Inondations : lutte contre les vitesses de ruissellement

Article 6 : Ruissellement : règle spécifique concernant la gestion des eaux pluviales

Article 7 : Meilleure gestion des lâchers des barrages en période d'étiage

Article 8 : Volume prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe du sud Vendée

Article 9 : Règles pour l'entretien et la conservation du réseau hydraulique du marais

L'étude loi sur l'eau démontrera la compatibilité du projet avec le SDAGE LOIRE-BRETAGNE et le SAGE du LAY

4.1.3 Arrêté Ministériel du 9 juin 2021

La création du plan d'eau respectera l'ensemble des articles énumérés aux 6 chapitres de l'Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

5. Conclusion

Le projet de création de plan d'eau devrait être soumis à déclaration suivant le code de l'environnement, au titre de la loi sur l'eau.

Aux vues des premiers éléments, le projet semble respecter l'ensemble des dispositions réglementaires permettant sa mise en œuvre.

Une étude technique sera effectuée, afin de déterminer la faisabilité du projet en tenant compte des matériaux en places et de la topographie du site. Cette étude déterminera aussi le dimensionnement précis de la retenue et ses caractéristiques.